



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

POLE JUDICIAIRE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

BUREAU D'APPUI OPÉRATIONNEL
5 bld de l'Hautil - Caserne Lange
CS 60036
950001 CERGY-PONTOISE CEDEX
☎ : 0178473082

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

N° 2025-07 PJGN/BAO du 26 février 2025

Établi en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant code de la commande publique

ACCORD-CADRE A PROCEDURE ADAPTEE

**Prestations d'étalonnage, thermométrie et maintenance des équipements
pour les besoins des laboratoires forensiques de la Gendarmerie.**

Le présent cahier des clauses particulières comporte 16 pages numérotées de 1 à 16

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L' ACCORD-CADRE.....	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement de l'accord-cadre.....	4
1.4 - Organisme responsable de l'accord-cadre.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.1 - Pièces particulières.....	4
2.2 - Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
4.1 - Description du parc LOT 1 SAQ Service Qualité	5
4.2 - Description de la prestation LOT 1.....	8
4.3 - Description du parc LOT 2 Section Pilotage et Contrôle de la Qualité SPCQ.....	8
4.4 - Description de la prestation en usine LOT 2.....	8
4.5 - Bons de commande.....	8
4.6 - Conditions d'exécution - Difficultés – problèmes	8
4.7 – Défaillance.....	8
ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....	9
5.1 - Vérification.....	9
5.2 - Décision après vérification.....	9
5.2.1 - Réception.....	9
5.2.2 - Réfaction.....	9
5.2.3 - Ajournement.....	9
5.2.4 - Rejet.....	9
5.2.5 - Transfert de propriété.....	9
ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....	9
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	10
7.1 - Unité monétaire.....	10
7.2 - Forme des prix.....	10
7.3 - Clause de sauvegarde.....	10
7.4 - Contenu des prix.....	10
7.5 - Contrôle des prix.....	10
ARTICLE 8 - PÉNALITÉS.....	10
8.1 - Calcul des pénalités.....	11
8.2 - Prolongation des délais de livraison.....	11
8.3 - Exclusion des pénalités.....	11
ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE.....	11
9.1 - Avance.....	11
9.2 - Acompte.....	11
ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....	11
10.1 - Facturation.....	11
10.1.1 - Transmission électronique.....	11
10.1.2 - Mentions obligatoires.....	12
10.2 - Certification « service fait ».....	13
10.3 - Paiement.....	13
10.4 - Récusation.....	13
10.5 - Comptable assignataire.....	13
10.6 - Intérêts moratoires.....	13
ARTICLE 11 - CESSION - NANTISSEMENT.....	14
ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....	14

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE L' ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 14 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	15
16.1 - Changement de situation du titulaire.....	15
16.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	15
16.3 - Travail illégal.....	15
16.4 - Assurance.....	15
16.5 - Mesures de prévention et de sécurité.....	16
ARTICLE 17 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION.....	16
17.1 - Horaires d'accès.....	16
17.2 - Obligation de discrétion et de sécurité.....	16
ARTICLE 18 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	16
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS.....	17
ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	17

ANNEXE 1A : lot 1 matériel ASQ et prestations en usine du titulaire

ANNEXE 1B : lot 1 matériel ASQ et prestations sur le site du PJGN

ANNEXE 2A : lot 2 matériels SPCQ

ANNEXE 2B : lot 2 liste des contacts pour malles SPCQ

ANNEXE 2C : lot 2 prestations en usine pour malles SPCQ

ARTICLE 1 - OBJET DE L' ACCORD-CADRE

1.1 - Objet de l'accord-cadre AC

Le présent accord-cadre a pour objet la prestation d'étalonnage, de thermométrie et de maintenance des équipements utilisés pour les besoins des laboratoires forensiques de la Gendarmerie Nationale.

Il est passé suivant la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du décret n°2018-1075 déjà cité (partie réglementaire du code de la commande publique CCP).

Il est mono-attributaire pour chaque lot.

Il est exécuté au moyen de bons de commande conformément aux articles R2162-2 alinéa 2 et suivants du CCP, sans valeur minimale et un maximum estimé à 171 600€ TTC sur l'ensemble des prestations des deux lots et la durée d'exécution de l'AC.

1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 50411000 Services réparation appareils mesure
- pour l'objet secondaire : 50000000 maintenance/ajustage

1.3 - Allotissement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloti et pourra être attribué à un ou plusieurs titulaires.

1. LOT 1 : Matériels ASQ
2. LOT 2 : malles SPCQ

1.4 - Organisme responsable de l'accord-cadre

Le représentant du pouvoir adjudicateur RPA est le Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale (PJGN).

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par ordre de priorité décroissante, l'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- ◆ l'acte d'engagement (ATTRI1) et son **bordereau de prix unitaires, pour chaque lot** ;
- ◆ le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes ;
- ◆ l'offre du titulaire ;
- ◆ l'ordre de service pour lancer les bons de commande ;
- ◆ les bons de commande et leur annexe technique.

Les commandes sont régies par les documents suivants :

- le présent CCP de l'accord-cadre,
- les bons de commandes et leur annexe technique.

2.2 - Pièces générales

- ♦ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./F.CS.) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- ♦ et toute réglementation actuellement en vigueur.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification. Il s'achèvera au 31/12/2028. La période de lancement des bons de commande sera notifiée par ordre de service.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les présentes prestations sont soumises aux spécifications techniques régies par les normes ci-dessous :

- NF EN ISO / IEC 17025 :2017 : Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais
- NF EN ISO 10012 Métrologie - La fonction métrologique dans l'entreprise
- FD X 07 – 012 : Métrologie – Métrologie dans l'entreprise – Certificat d'étalonnage des moyens de mesure

Elles sont réalisées à l'aide d'équipements raccordés aux étalons nationaux par l'intermédiaire des centres d'étalonnages agréés ou accrédités par le COFRAC Comité Français d'Accréditation, en France ou équivalent en Europe.

4.1 - Description du parc LOT 1 SAQ Service Qualité

Les matériels et la prestation du lot 1 sont listés en annexe 1A et 1B du présent document.

4.2 - Description de la prestation LOT 1

Les prestations devront être **réalisées sous accréditation COFRAC ou équivalent (Dakks,...)**

Les matériels concernant la prestation du LOT 1 sont listés en annexe 1A et 1B (besoins pour l'année 2025) du présent document.

Chaque année, la liste des prestations à réaliser en usine et sur site PJGN sera transmise au titulaire via l'annexe technique du bon de commande annuel.

4.2.1 - Déroulement de la Prestation en usine

Le Service Qualité SAQ contacte le titulaire pour planifier l'enlèvement des équipements. Le planning des opérations est arrêté d'un commun accord.

Dès qu'une prestation est réalisée, les certificats d'étalonnage sont transmis sans délai en version dématérialisée à l'adresse mël saq.ircgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr. Le SAQ statue si un ajustage est nécessaire et en informera le titulaire le cas échéant. **Ce dernier doit avoir la technologie nécessaire pour réaliser ces ajustages (connectiques, logiciels,...).**

Pour toute anomalie ou dysfonctionnement du matériel un devis de réparation hors accord-cadre est transmis sans délai en version dématérialisée par mël à l'adresse saq.ircgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

Un délai de 15 jours ouvrés, hors réparation ou ajustage éventuel, est appliqué entre l'enlèvement et le retour du matériel.

4.2.2 - Déroulement de la Prestation sur le site du PJGN à Pontoise 95300

Le calendrier est établi d'un commun accord.

Le service qualité est informé en temps réel des résultats d'étalonnage, statue en conséquence si un ajustage est nécessaire et en informera le titulaire le cas échéant. **Ce dernier doit avoir la technologie nécessaire pour réaliser ces ajustages (connectiques, logiciels,...).**

Toute anomalie ou dysfonctionnement du matériel est communiquée immédiatement dès constatation.

Les certificats d'étalonnage sont attendus dans les 10 jours ouvrés suivant la prestation.

4.3 - Description du parc LOT 2 Section Pilotage et Contrôle de la Qualité SPCQ

Le contenu des malles listées ci-dessous est détaillé à l'annexe 2A du présent CCP.

MALLETTE	NUMERO	EXPEDITEUR
MALLETTE	1	ZDS IDF
MALLETTE	2	ZDS NORD
MALLETTE	3	ZDS OUEST
MALLETTE	4	ZDS SUD OUEST
MALLETTE	5	ZDS SUD
MALLETTE	6	ZDS SUD EST
MALLETTE	7	ZDS EST
MALLETTE	8	ZDS SPCQ
MALLETTE	9	ZDS ANTILLES
MALLETTE	10	ZDS GUYANE
MALLETTE	11	ZDS MIDI PYRENNES
MALLETTE	12	ZDS NOUVELLE CALEDONIE
MALLETTE	13	ZDS POLYNESIE
MALLETTE	14	ZDS LA REUNION/MAYOTTE
MALLETTE	15	ZDS CORSE

Ledit périmètre pourra évoluer au fur et à mesure du remplacement des matériels : il fera l'objet d'un ordre de service.

4.4 - Description de la prestation en usine LOT 2

Chaque mallette contient un boîtier, une sonde hygrométrie et une sonde thermocouple. Les étalonnages sont réalisés chaque année en 2 campagnes (janv/fév et avril/mai) avec certificats COFRAC

étalonnage. Les Prestations A Réaliser Sont Listées En Annexe 2C Du Présent CCP.

La campagne est prévue en deux vagues, le planning est arrêté d'un commun accord. Un 3eme retour exceptionnel, sans modification de tarif, est prévu en cas de problème logistique.

Un délai de 10 jours ouvrés hors réparation ou ajustage éventuel et transport est appliqué dans le cadre du marché.

Dès réalisation d'un **certificat d'étalonnage**, celui-ci est transmis sans délai en version dématérialisée à : spcq.pjgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr pour les 15 malles identifiées.

Si un ajustage est nécessaire, le certificat non conforme est accompagné du devis de réparation hors accord-cadre sont transmis sans délai en version dématérialisée .

Spcq Contacte Le Titulaire Pour Planifier Les Opérations. Les enlèvements sont organisés par le titulaire sous forme de collecte pour la métropole (Liste des interlocuteurs fournie en annexe 2B). Les outre-mer envoient directement leur mallette chez le titulaire. Celui-ci renvoie en région les malles après étalonnage.

Pour les malles métropolitaines : organisation des envois en usine du titulaire

Le titulaire assure l'enlèvement de chaque mallette, la réalisation des opérations d'étalonnages, et la réexpédition de chaque mallette à l'adresse indiquée par le référent métrologie zonal ZDS en annexe 2B. Le délai d'immobilisation d'une mallette doit être raisonnable (10 jours maximum entre l'enlèvement et le retour du matériel). Toutes les précautions nécessaires seront prises lors du conditionnement et transport des matériels étalons. Le titulaire s'engage à communiquer immédiatement toute détérioration ou tout événement pouvant impacter les sondes étalons entre leur enlèvement et leur réexpédition (chute d'une mallette, problème durant le transport ou tout autre choc subi).

Spécificité des malles outre-mer DCOM :

Les référents métrologie zonaux assurent l'envoi du matériel à étalonner dans les usines du titulaire. Cet envoi est à la charge de la Gendarmerie Nationale. Le retour après prestation est à la charge du titulaire. Le dernier communiquera le numéro de suivi à SPCQ afin de suivre le retour et pouvoir agir en cas blocage en douane.

IMPORTANT : Le titulaire doit clairement positionner de façon visible sur le colis le document intitulé « demande d'exportation temporaire » (ou bonafide ») sur les malles outre mer : déclaration simplifiée (CN23) auprès du transporteur afin de préciser qu'il s'agit d'une déclaration d'exportation temporaire avec régime de retour pour une maintenance inférieure à 1000€.

4.5 - Bons de commande

Des bons de commande seront émis tout au long de la durée de l'accord-cadre et notifiés en s'appuyant sur les bordereaux de prix unitaires de l'acte d'engagement AE. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de l'AC.

Les bons de commande annuels seront accompagnés d'une annexe technique décrivant la prestation demandée et l'équipement concerné.

4.6 - Conditions d'exécution - Difficultés – problèmes

En application de l'article R2194-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 , l'acheteur peut modifier la liste du matériel chaque année, lorsque d'autres équipements devront faire l'objet d'une prestation pendant la durée du présent marché.

Tout matériel supplémentaire à la liste préétablie, pourra être vérifié sur accord écrit du pouvoir adjudicateur et bénéficiera des termes du présent contrat

En cas de renouvellement des malles étalons, la modification du marché se fera par ordre de service.

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent accord-cadre sont communiquées dès leur survenance au pouvoir adjudicateur ou à son représentant par écrit (lettre, courriel, télécopie...)

4.7 - Défaillance

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent accord-cadre, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au accord-cadre, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance (voir article 14 du présent CCP).

ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

5.1 - Vérification

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'administration dispose d'un délai de 8 (huit) ou quinze (15) jours calendaires à compter de la réception des livrables pour prononcer sa décision quant à l'admission des prestations constituant l'accord-cadre considéré.

5.2 - Décision après vérification

5.2.1 - Réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et du bon de commande. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la livraison.

5.2.2 - Réfaction

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, aucune réception avec refaction ne peut être prononcée.

5.2.3 - Ajournement

Application stricte de l'article 27-2 du CCAG/FCS.

5.2.4 - Rejet

Application stricte de l'article 27-4 du CCAG/FCS.

5.2.5 - Transfert de propriété

La réception des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

SO

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

7.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

7.2 - Forme des prix

Les prix seront :

- prix unitaires,
- hors taxes ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres soit **mars 2025**
- incluant toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes liées à la prestation.

Les prix sont fermes la première année, et révisables à la date anniversaire de notification selon le barème applicable à l'ensemble de la clientèle du titulaire pour l'année N. Ce dernier sera transmis au RPA avant le 31 décembre de l'année N-1. En l'absence de transmission dans le délai ci-avant, le barème connu est maintenu.

7.3 - Clause de sauvegarde

L'évolution du prix de règlement, telle qu'elle résulte de l'application de la formule définie à l'article 7.2, ne peut en aucun cas conduire à une variation à la hausse supérieure à 3 % du prix initial.

7.4 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées au CCP ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, frais de transports ou de déplacement sur site, de connexion etc...

7.5 - Contrôle des prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

ARTICLE 8 - PÉNALITÉS

8.1 - Calcul des pénalités

Outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour retard dans la prestation ou l'envoi du certificat, sont calculées comme suit par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS:

50€ par jour de retard.

8.2 - Prolongation des délais de livraison

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, aucune prolongation de délai ne sera accordée.

8.3 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de cet accord-cadre ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE

9.1 - Avance

Conformément à l'article 2191-16 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 précité, (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement), il sera accordé une avance forfaitaire pour chaque bon de commande supérieur à 50K€ HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement.

9.2 - Acompte

Il n'est pas prévu le versement d'acompte.

ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

10.1 - Facturation

10.1.1 - Transmission électronique

Dans le cadre de la modernisation de l'État, l'administration a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions suivantes :

- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Pour toute question et / ou pré-requis réglementaire concernant la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet.

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État. Celui-ci doit être priorisé par rapport à tout autre mode de transmission.

10.1.2 - Mentions obligatoires

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

<u>Au titre du code général des impôts¹ :</u>		<u>Pour le traitement de votre facture :</u>
<ul style="list-style-type: none">• Date de facture• Numéro d'Identifiant unique de la facture• Raison sociale et adresse• SIRET ou, à défaut, SIREN <ul style="list-style-type: none">• Montant TTC et HT• Taux de TVA appliqué et montant• Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir <p>1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI</p>	ET	<ul style="list-style-type: none">• La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) sur la lettre de notification de l'accord-cadre (le cas échéant) ou du <u>bon de commande</u>.• Le n° de SIRET de l'Etat est le 11000201100044• Le code du service exécutant (*) (code SE) : MI0PTF1075 situé en haut à gauche du bon de commande sous l'adresse de facturation. Le code service exécutant ne comprend que des zéros et aucun o (y compris dans MI0PTF)

(*) Ce numéro permet au CPFi d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.

10.2 - Certification « service fait »

La transmission des certificats de conformité ou non conformité et reçus par le RPA, vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

10.3 - Paiement

Celui-ci interviendra :

- 100% après service fait de chaque prestation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Celui-ci est effectué par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Pour un titulaire étranger, voir article 19 infra.

10.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

10.5 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Contrôleur budgétaire et Comptable ministériel

Place Beauvau

75800 PARIS CEDEX 08

10.6 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

ARTICLE 11 - CESSIION - NANTISSEMENT

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-51 et suivants du décret n° 2018-1075, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT de chaque bon de commande sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

L'accord-cadre ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du accord-cadre à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versée aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 14 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 36 du CCAG/PI qui prévoit l'exécution de l'accord-cadre par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Le R.P.A. est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent accord-cadre.

L'interlocuteur privilégié du titulaire de l'accord-cadre pour tous les aspects techniques et administratifs relatifs aux prestations est :

Le PJGN / SPCQ LOT 2

Téléphones : 01.78.47.30.20

Mails : spcq.pjgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

L'IRCGN/SAQ LOT 1

Téléphones : 01.78.47.31.22 / 01.78.47.30.92

Mails : saq.ircgcn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

16.1 - Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution de l'accord-cadre nécessitent la passation d'un avenant.

16.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Application stricte de l'article 6 du CCAG/FCS. et de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

16.3 - Travail illégal

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du accord-cadre, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

16.4 - Assurance

Le titulaire a justifié avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, de l'administration, des matériels et bâtiments en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il fournira chaque année l'attestation correspondante en cours de validité.

Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

16.5 - Mesures de prévention et de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les règles de l'hygiène et de la sécurité du travail et particulièrement les spécifications du protocole de sécurité. Celui-ci sera réalisé en concertation avec le chargé de prévention du site, conformément à l'instruction N° 300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998.

ARTICLE 17 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION

17.1 - Horaires d'accès

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, le titulaire s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect des horaires d'accès au lieu de livraison :
du lundi au jeudi sauf les jours fériés, de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 17h00 ;
le vendredi de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 15h30 ;
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de police sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité) ;
- respect du code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite à 20 km/heure, stationnement sur les zones prévues, etc...) ;
- interdiction de laisser des colis sans surveillance.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

Les véhicules peuvent être soumis à un contrôle de sécurité (contenu). Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion du site sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

17.2 - Obligation de discrétion et de sécurité

Une obligation de discrétion est imposée aux membres du personnel de la société ayant eu accès aux informations qu'ils ont recueillies à l'occasion des études menées dans le cadre de la consultation et de l'exécution de leurs prestations sur les lieux d'intervention.

ARTICLE 18 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de cet accord-cadre :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY- PONTOISE

2-4 boulevard de l'Hautil

BP 30322

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes et toutes taxes comprises (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) comprenant tous les frais liés à l'importation et au transport à destination.

Il acquitte, lui-même, la taxe exigible au titre de la livraison par son représentant fiscal en France.

A cet effet, la raison sociale de la société et le nom de son représentant fiscal en France doivent figurer en qualité de destinataires sur la déclaration d'importation ou sur les autres documents justificatifs.

Résiliation :

Sera considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le

gouvernement du pays d'origine du matériel.

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Numéro d'article dérogeant au CCAG/FCS	Numéro d'article du CCAG/FCS
Article 5.1 - vérification	Article 26.2 du C.C.A.G./FCS
Article 5.2.2 – Réfaction	Article 27.3 du C.C.A.G./FCS
Article 8.1 – Pénalités	Article 14.1 du C.C.A.G./FCS
Article 8.2 - Prolongation délai de livraison	Article 13.3 du C.C.A.G./FCS

Lu et approuvé

Fait à

Le

Signature de la personne habilitée